



Dimanche 24 janvier, près de 2 000 personnes sont venues à la Mutualité pour rendre hommage à **Daniel Bensaïd**. ÉCHOS DU NPA PAGE 11



Petit à petit, les acquis sociaux que sont les **assurances maladie et vieillesse** sont grignotés au profit des sociétés privées d'assurance. NPARGUMENTS PAGES 6&7



Dans un numéro bien rodé de bateleur cynique et sans scrupules, **Sarkozy** a utilisé TF1 pour se moquer de la population. PARLONS-EN PAGE 10

# TOU est à nous!

28 JANVIER 2010 | N°40 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## RETRAITES

# NE BATTONS PAS EN RETRAITE!



Gouvernement, patronat, PS, CFTD... s'accordent pour nous faire croire que le recul de l'âge légal de départ à la retraite est inéluctable.

**F**idèle à sa tactique, le gouvernement a lancé une campagne de désinformation et de démoralisation sur la question des retraites avant «les négociations» avec les «partenaires sociaux» qui doivent s'ouvrir avant l'été 2010.

Les prévisions pour le régime d'assurance vieillesse seraient inquiétantes: 8,2 milliards d'euros de déficit cette année, 30 milliards en 2011, 58 milliards à l'horizon 2013. Sondages à l'appui, il s'agit de préparer l'opinion publique au pire. 76% des Français inquiets sur le montant de leur

retraite, mais une majorité attachée au système de répartition et voulant le préserver. L'âge moyen auquel ils pensent partir est de près de 62 ans, mais une majorité préférerait cotiser davantage pour partir plus tôt.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

## HAÏTI

### LE COLONIALISME HUMANITAIRE

Après le tremblement de terre en Haïti, des appels à la solidarité avec le peuple haïtien ont été lancés par des organisations ouvrières et paysannes. Elles défendent leur indépendance face au pouvoir local et aux forces impérialistes qui profitent de l'aide qu'elles apportent pour mettre le peuple sous tutelle. LIRE PAGE 2 Avec l'aide apportée aux victimes par les grandes puissances, en premier lieu les États-Unis, il y a aussi l'encadrement militaire de la population afin d'empêcher toute forme d'auto-organisation. LIRE PAGE 8

## TAXE CARBONE 2 INJUSTICE CLIMATIQUE

Censuré par le Conseil constitutionnel, Sarkozy prépare une nouvelle mouture de la taxe carbone. Il doit à la fois tenir compte de l'avis du Conseil lui demandant de taxer aussi les grandes entreprises, tout en continuant à les épargner pour maintenir leurs profits. Ce n'est pas cette taxe injuste qui réduira les émissions de carbone. Il faut une politique écologique sociale radicale. LIRE PAGE 3



(PHOTO THÈQUE ROUGE/TAOUS)

## SNCF

### BATAILLE DU RAIL

Les cheminots seront en grève le 3 février pour s'opposer à l'avalanche de suppressions d'emplois et au plan de restructuration de la SNCF dont la gestion pourrait être confiée au privé. La SNCF adopte une logique de rentabilité sectorielle contraire au service public. Ce combat concerne tous les usagers. Mais pour stopper cette dérive libérale, une grève de 24 heures ne suffira pas et il faut que cette journée soit le point de départ d'une lutte déterminée résolue à gagner. LIRE PAGE 4



Par Léa Guichard

## IVG, LA LUTTE CONTINUE

**D**epuis 1975, on pouvait penser que la question de l'IVG était réglée. Dès le début des années 1970, on avait manifesté et obtenu la loi Veil puis on avait continué la lutte pour de meilleures conditions d'avortement et des délais plus longs. En 2001, c'était fait avec une autorisation passant de douze à quatorze semaines d'aménorrhée (après les dernières règles) et un accès facilité pour les étrangères et les mineures. Après 35 ans de luttes, on pensait qu'il ne pouvait plus rien arriver à l'IVG et que le droit à disposer de son corps était acquis. C'était sans compter sur ce gouvernement et ses lois hospitalières qui visent à détruire l'hôpital public et tous les actes qui n'apportent pas de profits. Or, l'avortement est toujours très peu remboursé, et il est très facile de supprimer un centre d'IVG dont le public est minoritaire et ne se manifestera pas trop fort. La pression sociale contre le droit à l'avortement et à la contraception existe toujours. Les libéraux ont trouvé appui et convergences avec la droite conservatrice et les catholiques intégristes, qui sont toujours très présents sur l'opposition à l'avortement, comme on a pu le voir en Espagne. Depuis 2009, l'alerte est donnée. Les centres ferment les uns après les autres pour être regroupés dans des «grands» centres qui étaient déjà débordés et qui ne bénéficieront d'aucune augmentation de personnel pour assurer un accueil des femmes correct et dans les délais. La grande solution du gouvernement est l'IVG médicamenteuse qui pourrait être un autre choix pour les femmes. Mais aujourd'hui le choix n'existe plus. Souvent, les hôpitaux n'acceptent les femmes – quand il y a de la place et quand le centre d'IVG existe – que jusqu'à douze semaines d'aménorrhée et l'IVG médicamenteuse est limitée à huit ou neuf semaines d'aménorrhée. Ce combat est donc toujours d'actualité. Il faut se battre pour la liberté de toutes les femmes à disposer de leur corps. Le 8 mars, soyons nombreux et nombreuses à défendre ce droit.

**28 JANVIER, NPA, PARIS.** Réunion publique «Un an d'existence du NPA en France et dans notre arrondissement, les enjeux des élections régionales, le logement, les transports, la poste, les luttes sociales...» avec Alain Krivine. RV à 19h30 au patronage laïque, 72 avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup>, M° Boucicaut, Bus 62.

**30 JANVIER, NPA, FINISTÈRE.** Le NPA du Finistère organise la septième édition de la fête du Bruit et de l'Odeur avec Laurence de Bouard, des représentants de la gauche anti-capitaliste et de l'écologie radicale et Myriam Martin, membre du comité exécutif du NPA.

Au programme : animation musicale et hommage à Daniel Bensaïd. RV à partir de 17 heures aux Halles de Carhaix. L'entrée est gratuite.

**30 JANVIER, NPA, VITRY.** Réunion publique «Leur crise, nos emplois : les

réponses du NPA». Avec des sans-papiers, des salariés de la RATP et de la SNCF et des candidat(e)s aux élections régionales. RV à 14 heures, Salle de la Gare (11 avenue de Chanzy) à Vitry.

**1<sup>er</sup> FÉVRIER, NPA, BESANÇON.** Réunion publique à Besançon, dans le cadre de la campagne «Nos emplois, pas leur profits», avec Yvan Zimmermann et Galia Trépère. RV salle Proudhon, Kursaal - 1 Place du Théâtre - Besançon.

**6 FÉVRIER, SPORT, ARCEUIL.** L'espace «le sport est un droit» organise une journée de travail à Arcueil (Val-de-Marne). Au programme : témoignages, débat, ateliers, etc. RV au Centre Marius Sidobre - Ancienne Mairie, 26 rue Emile Raspail, 94110 Arcueil - RER B Laplace.

**6 FÉVRIER, GAZA.** Manifestation contre l'occupation israélienne en Palestine, à l'initiative du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. RV à 14 heures place de la République.

**11 FÉVRIER, NPA, GENNEVILLIERS.** Réunion publique contre les campagnes racistes et anti-musulmans, avec Armelle Pertus (tête de liste 92) et Omar Slaouti (tête de liste 95). RV à 20 heures Bourse du travail, rue Lamartine, M° Agnettes.

**16 FÉVRIER, LIBRAIRIE LA BRÈCHE.** Les Éditions «Les Bons Caractères» vous convient à la présentation du livre de Daniel Guérin *De l'Oncle Tom aux Panthères noires* à l'occasion de sa réédition, en présence d'Anne Guérin, fille de Daniel et de Julia Wright (sous réserve), fille de Richard Wright.

RV à 18 heures à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>. M° Daumesnil.

**27 FÉVRIER, NPA, BESANÇON.** Conférence de presse du NPA de Franche-Comté dans le cadre des élections régionales, en présence des quatre têtes de liste départementales et de la tête de liste régionale. RV à 11 heures au Centre Pierre-Mendès-France (Salle 11, premier étage), 3 rue Beauregard, Besançon.

**27 FÉVRIER, MANIF, PARIS.** Manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à l'appel de la Semaine anti-coloniale. Départ à 15 heures de la place de la Bourse (M° Bourse) vers le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## HAÏTI APPELS À LA SOLIDARITÉ

Suite au tremblement de terre en Haïti, des appels à la solidarité ont été lancés par Batay Ouvriye, une organisation qui regroupe syndicats d'entreprise, comités d'usine, associations de travailleurs et militants, et par le mouvement international de paysans La Via Campesina.

### BATAY OUVRIYE

Le tremblement de terre du 12 janvier à Port-au-Prince, en Haïti, nous a lourdement frappés au niveau des masses populaires.

En effet, aux côtés des bâtiments publics effondrés en grand nombre, ce sont nos quartiers populaires qui ont été les plus détruits. Ceci n'est pas surprenant, ce sont les plus fragiles, les plus instables : c'est là que l'État n'a jamais su répartir les services minima, chercher à consolider nos maisons et s'en occuper sérieusement. Au contraire, nous avons toujours été menacés d'expulsion, de «déplacement», de sorte que nous-mêmes n'avons jamais su non plus, encore moins pu nous concentrer sur l'amélioration de notre propre habitat.

Pendant que certains capitalistes cherchent à forcer les ouvriers à retourner travailler dans des usines fissurées ; pendant que les propriétaires des grands magasins se refusent à distribuer gratuitement leurs marchandises et exigent même que leurs prix augmentent ; pendant que tout le monde peut constater l'absence flagrante et honteuse de l'État, son incapacité, son incompétence (lui qui, certainement, ne sait que voler, «magouyer», en ne défendant que les grands propriétaires fonciers, les bourgeois et autres multinationales) ; pendant que la police nationale, soi-disant là pour «protéger et servir», brille également par son absence devant la catastrophe d'une part, et, d'autre part, face aux gangs qui sévissent (certainement, elle ne sait que réprimer le peuple) ; pendant que les forces impérialistes profitent de l'aide qu'elles administrent pour, de manière éhontée, approfondir leur domination et transformer les relations en une véritable tutelle sans partage... les ouvriers, travailleurs de tous genres, masses populaires en général, subissent cette situation catastrophique où elles se retrouvent les bras cassés.

Une certaine presse a favorisé le développement d'aspects franchement progressistes, permettant un minimum de coordination à partir du terrain même, des comités populaires conséquents travaillent sans relâche à porter aide et secours. Seulement, partout, les moyens font énormément défaut. En vérité, en plus de nous avoir frappés violemment, le tremblement de terre nous laisse sans recours autonome et nous dépasse complètement. À Batay Ouvriye, même si la plupart de nos cadres et membres ont pu sauver leur vie, plusieurs d'entre nous ont perdu des membres de leur famille, leur maison, leurs rares biens... plusieurs sont blessés, estropiés et, en plus d'avoir à enterrer nos morts, la survie nous devient de plus en plus difficile.

C'est ce qui nous amène aujourd'hui à lancer cet appel à la solidarité en direction de tous les ouvriers, travailleurs et progressistes conséquents du monde entier pour tâcher de nous aider à sortir de cette terrible passe. Nous remercions à l'avance tous ceux qui comptent contribuer. Le moment d'une telle débâcle demande non seulement une solidarité renforcée mais encore un rapprochement conscient, initial ou en approfondissement, pour une lutte commune internationale.

Pour nous faire parvenir de la nourriture, de l'eau ou encore des vêtements, des médicaments, des petits mobiliers... l'adresse de notre local principal à Port-au-Prince est : Batay Ouvriye, Delmas 16, # 13 bis.

Pour envoyer de l'argent, notre compte bancaire est le :  
Bank Name : City National Bank of New Jersey  
Bank Address : 900 Broad Street, Newark, NJ 07102  
ABA Number : 0212-0163-9 City of NJ Newark  
For further credit to :

Account Number : 01 000 9845

Account Name : Batay Ouvriye  
Account Address : Ave. Jean Paul II, # 7

Naturellement, nous rendrons publiques toutes les sommes reçues et informerons de nos activités au fur et à mesure de leur déroulement.

### VIA CAMPESINA

Chers / Chères camarades et ami(e)s,

Par cette missive, nous adressons nos condoléances les plus sincères et notre solidarité au peuple haïtien qui a été surpris, il y a deux jours, par un séisme dévastateur. En effet, le tremblement de terre a causé des milliers de victimes, morts, blessés et disparus.

Nous souhaitons partager notre douleur face à une telle catastrophe et transmettre toute notre affection solidaire aux Haïtiens et, en particulier, à nos camarades de La Via Campesina d'Haïti. Nous espérons qu'ils pourront rapidement se remettre de cette situation difficile. L'histoire nous a appris, non en vain, que ce peuple a toujours fait preuve de force et de détermination. Ce fut le premier de toute l'Amérique à abolir l'esclavage de façon autonome et durable. Il nous faut également souligner et dénoncer que les effets de toute catastrophe naturelle sont toujours plus aigus dans un contexte de pauvreté, de vulnérabilité et d'exclusion. Nous sommes conscients que ces forces de la nature ne sont ni contrôlables ni prévisibles et qu'elles ne relèvent pas de la responsabilité de la communauté internationale. Pour autant, la question demeure : comment est-il possible que ladite communauté internationale continue de permettre un monde fondé sur une telle injustice et iniquité, celle-là même qui multiplie les effets destructeurs et le nombre de victimes lors d'un tremblement de terre comme celui que vient de connaître Haïti ? La Via Campesina lance un appel urgent à la solidarité internationale envers le peuple d'Haïti dans l'intention de faire parvenir toute l'aide financière recueillie par le truchement des mouvements sociaux sur place et, plus concrètement, par les organisations de paysans haïtiennes membres du mouvement paysan international.

La Via Campesina va centraliser tout apport économique des personnes et organisations souhaitant aider de façon urgente les Haïtiens sur le compte bancaire suivant :

Titulaire du compte : Asociación Lurbide - El Camino de la Tierra

Banque : Ipar kutxa

Adresse : Gudari, 2 - Amorebieta (Bizkaia) - País Vasco - Espagne

N° du Compte : 3084-0023-53-6400061004

IBAN : ES54 3084 0023 5364 0006 1004

Swift : CVRVES2B

Concept : Solidaridad Haiti

### QUEL AVENIR POUR HAÏTI ?





## TAXE CARBONE, TOME 2 LE RETOUR DE L'INJUSTICE CLIMATIQUE

La nouvelle mouture de la taxe carbone, préparée par le gouvernement après la censure du Conseil constitutionnel, conserve tous les défauts de la première.



**A**près le camouflet infligé par le Conseil constitutionnel au gouvernement, celui-ci prépare un nouveau texte législatif sur la contribution climat énergie, ou taxe carbone. La principale objection du Conseil concernait l'exonération dont bénéficient des entreprises qui participent au marché des droits à polluer et qui, au moins jusqu'à 2013, recevront gratuitement des quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES). Les diverses exonérations du premier texte concernent 93% des émissions de GES, ce qui montre bien la complicité du gouvernement avec les lobbies industriels les plus pollués. Mais d'autres points posent également problème et n'ont pas été signalés par le Conseil constitutionnel, comme l'exonération pour le secteur électrique, ouvrant les portes à l'industrie nucléaire. Par

ailleurs, il se déclare prêt à minorer fortement la taxe pour préserver la compétitivité économique de certains secteurs industriels. Le problème de fond d'une telle taxe demeure, surtout pour les particuliers, qu'on veut obliger à modifier leurs comportements, sans leur offrir les infrastructures publiques nécessaires, que ce soit dans les transports, l'habitat et le chauffage, la nourriture et l'agriculture. Le Medef profite de l'occasion pour repartir à la charge pour n'être soumis à aucune contrainte, malgré la crise climatique. Le casse-tête du gouvernement se situe bien là. Pour être en conformité avec l'avis du Conseil constitutionnel, il doit taxer des entreprises «soumises» aux quotas européens d'émissions de GES. Celles-ci ne veulent pas avoir l'impression de devoir payer deux fois (en réalité une seule fois jusqu'en 2013, et même au-delà pour certaines d'entre elles). Il faut

donc trouver un nouveau moyen de diminuer leurs impôts, puisque désormais, la suppression de la taxe professionnelle ne suffit plus aux chefs d'entreprise. D'où l'idée de Jean-Louis Borloo d'instaurer un système de bonus-malus pour les entreprises: après avoir fixé un taux d'émission moyen, celles-ci seront taxées si elles le dépassent ou, dans le cas contraire, récompensées par une aide à l'investissement. Le gouvernement parvient à satisfaire encore plus les intérêts des patrons que dans le projet précédent, dans la mesure où une partie des entreprises non seulement ne seront pas taxées, mais en plus recevront de l'argent public pour les remercier de s'être converties au capitalisme vert. Rien n'est encore fixé, mais c'est dans cette direction que semble aller le gouvernement qui pourrait cette fois recevoir l'aval du Conseil constitutionnel. Une concertation entre le gouvernement, les

représentants de l'industrie, les partenaires sociaux et les ONG environnementales devrait avoir lieu début février, pour la présentation d'un nouveau projet au printemps. Il n'est donc pas trop tard pour qu'une mobilisation sociale ait lieu contre la taxe carbone, et plus globalement contre la politique fiscale de Sarkozy. Elle doit être l'occasion d'expliquer à quelles conditions des écotaxes sont possibles: seulement si elles sont intégrées dans une refonte globale de la fiscalité assurant l'égalité sociale et s'en prenant aux profits des gros pollueurs; seulement s'il est d'abord assuré l'accès gratuit aux besoins premiers que sont les transports en commun, le chauffage, l'énergie et l'eau. Alors, on pourra envisager une fiscalité visant à encourager les changements de comportement des individus.

Vincent Gay

## HENRI PROGLIO LIBÉRALISME D'ÉTAT

L'affaire Proglio révèle à quel point les frontières déjà bien minces entre l'État et les grands groupes privés sont en train de disparaître complètement.

**LORS** de son show télévisé de lundi, Sarkozy n'a pas laissé paraître le moindre trouble sur l'affaire Proglio. «Pendant quelques mois, a-t-il affirmé, il sera président non exécutif de Veolia [...] et lorsque la transition sera faite, il se consacra à 100% à ses fonctions». On ne pouvait manifester plus grande indifférence à l'émotion suscitée par le double salaire d'Henri Proglio (1,6 million d'euros d'EDF et 450 000 de Veolia) et sa double casquette de PDG de ces deux groupes, à la tête de 500 000 salariés. Peu de temps auparavant, Proglio, nommé fin novembre à la tête d'EDF tout en gardant ses fonctions à Veolia, a renoncé aux 450 000 euros. Il gardera néanmoins une retraite chapeau de Veolia de 13,1 millions d'euros et cinq plans de stock-options dont la valeur n'a pas été révélée. Pour prendre la tête d'EDF, Proglio avait posé comme condition d'avoir un salaire équivalent à celui qu'il touchait comme PDG de Veolia. À l'époque, fin novembre 2009, François Fillon avait trouvé cela «tout à fait normal». Quant à la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, elle a justifié la semaine dernière à l'Assemblée nationale le double salaire, sous les huées d'une partie du PS et même de la droite: «Le président d'EDF n'est pas payé plus que quand il était patron de Veolia. Il faut se rendre à la réalité: il y a un marché, des concurrents, un monde qui a changé!»

Le gouvernement a donc reculé sans reculer. Proglio reste à la tête et d'EDF et de Veolia, de même que Mestrallet est à la tête du groupe GDF-Suez, avec un salaire de plus de 3 millions d'euros. Veolia est issu de Vivendi Environnement, venant lui-même de la Générale des Eaux, tout comme Suez. Vivendi et Suez ont été les grands bénéficiaires de juteux marchés publics que l'État et les collectivités locales leur ont offerts dans les années 1980-1990, générant au passage nombre d'affaires de corruption qui ont mis en cause le personnel politique. Les voici maintenant mariés d'une façon ou d'une autre avec les deux plus gros opérateurs, anciennement publics, de l'énergie.

Même si l'État en est encore actionnaire à près de 85%, EDF, comme en son temps France Télécom, s'est développé à l'international comme n'importe quel groupe du privé. Il a racheté dernièrement, sous la présidence de Gardonneix, British Energy, pour 15,7 milliards d'euros, et la moitié des activités nucléaires du groupe américain Constellation, pour 4,5 milliards d'euros.

D'autres manœuvres sont en préparation, pour renforcer la «force de frappe» du groupe, sa compétitivité et sa rentabilité à l'échelle internationale. Toutes choses qu'EDF s'appête à faire payer à ses anciens usagers devenus «clients» par une augmentation de ses tarifs de l'ordre de 25% sur les cinq années à venir, comme l'a annoncé le journal *les Échos*.

Galia Trépère

## et aussi

**BESSON SE FOUT DU DROIT D'ASILE.** Les 123 réfugiés kurdes qui avaient échoué sur une plage corse le 22 janvier ont tous été libérés et les arrêtés de reconduite à la frontière devraient tous être abrogés. La justice a pris ainsi le contre-pied du ministre de l'Immigration qui n'avait rien trouvé de mieux que de faire enfermer dans différents centres de rétention administratifs du continent ces hommes, femmes et enfants. France terre d'asile? C'est bien cette image qu'avaient ces Kurdes qui fuyaient la Syrie où ils subissent répression et discrimination. C'était sans compter avec le ministre de la chasse aux immigrés, Eric Besson, qui a tout fait pour les empêcher de demander l'asile en France et a même prétendu qu'il les ferait raccompagner chez eux. En les faisant enfermer, il les obligeait à déposer une demande d'asile en 5 jours au lieu de 21, avec les risques que cela comporte. Une fois de plus, Besson a fait la preuve de son profond mépris pour les droits des êtres humains.



### OÙ EN EST LA CRISE MONDIALE ?

*Inprecor* n°556/557, «spécial crise mondiale», vient de paraître. Issu d'un séminaire d'économistes marxistes, ce numéro présente les débats sur le fonctionnement actuel de l'économie capitaliste mondialisée — la controverse sur le taux de profit, la suraccumulation, la place du capital financier, les changements de la répartition entre capital et travail, la crise alimentaire... — et fait le point sur la crise vue des États-Unis, de l'Union européenne (Ouest et Est), du Royaume-Uni, de l'Asie et d'Amérique latine. Alors que la plupart des médias ont les yeux fixés sur les index boursiers, ce numéro d'*Inprecor* permet d'élever le débat. Contributions de François Chesnais, Chris Harman, Michel Husson, Joel Geier, Claudio Katz, Özlem Onaran, Thadeus Pato, Raphie de Santos, Jean Sanuk et Esther Vivas. Disponible à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), au prix de 9 euros, et par abonnement. Réduction spéciale aux abonné-e-s de *Tout est à nous!*, 45 euros pour un an au lieu de 55 euros, en joignant votre dernière bande adresse de *Tout est à nous!* Chèques à l'ordre de PECEI, à faire parvenir à: PECEI-Inprecor, 27 rue Taine, 75012 Paris, France).



## ÉDUCATION RÉSISTANCE CONTRE BASE ÉLÈVES

Depuis sa création en novembre 2008, le Collectif national de résistance à Base élèves (CNRBE) a accompli un travail crucial de veille et d'information, mais a également été à l'origine d'actions concrètes pour s'opposer au fichage des enfants.

**LE COLLECTIF** national de résistance à Base élèves (CNRBE) a soufflé sa première bougie il y a quelques semaines. En novembre 2008, une première réunion à Paris avait alors permis de regrouper des collectifs locaux, des organisations nationales, des directeurs isolés, des parents offusqués et des citoyens concernés pour organiser la résistance à la mise en place du fichier central de l'enfance scolarisée.

Depuis, le CNRBE a soulevé des montagnes mais la lutte est loin d'être terminée. C'est dans ce contexte que s'est organisée, les 23 et 24 janvier, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), la troisième rencontre nationale du CNRBE qui a réuni une centaine de personnes, venues de toute la France: syndicalistes, responsables d'associations de parents d'élèves, avocats, journalistes et enseignants.

Des directrices et directeurs continuent de refuser de renseigner la Base élèves malgré les sanctions financières, les déplacements et les pressions de toutes sortes. Le collectif a soulevé un lièvre: l'existence de la Base nationale des identifiants élèves (BNIE) qui, sans aucun encadrement légal, permet de conserver les données des élèves pendant 35 ans. Près de 2 000 parents ont déposé une plainte au tribunal parce qu'ils étaient dépossédés de leur droit d'opposition à l'immatriculation forcée de leur enfant. Une trentaine de collectifs locaux ont interpellé sans relâche les élus, les responsables syndicaux et associatifs, la presse... Un dossier a été déposé auprès du Comité des droits de l'enfant des Nations unies. Un recours est en cours d'instruction au Conseil d'État, seul organe habilité pour mettre en cause un règlement gouvernemental.

Le CNRBE appelle à poursuivre l'action contre le fichage généralisé de l'enfance, l'intrusion de systèmes informatiques qui numérisent et enferment les élèves dans un carcan implacable, sans échappatoire, auquel bientôt seront accrochées leurs «performances» et leurs «compétences» dans tous les domaines.

Le collectif organisera le samedi 27 mars une journée d'information dans toutes les régions, pour permettre aux parents, aux enseignants et à l'ensemble des citoyens de rejoindre l'action du comité et de s'opposer à la mise en place des fichiers. Un dépôt de plaintes national sera organisé le mercredi 19 mai.

**Véronique Deker**

<http://retraitbaseeleves.wordpress.com>

## SNCF DÉMARRER UN MOUVEMENT D'AMPLEUR

Une grève des cheminots est appelée, mercredi 3 février, contre les suppressions d'emplois et la dégradation du service public de la SNCF. Pour inverser la tendance et gagner, il faut qu'elle soit le point de départ d'un mouvement prolongé et résolu.

**A**près France Télécom, EDF-GDF et La Poste, la SNCF est dans le viseur du gouvernement. Un des objectifs du plan Destination 2012 est d'éclaircir l'entreprise publique en un maximum d'entités distinctes et de les confier au privé, en nivelant vers le bas les conditions de travail et de rémunération des cheminots.

Le mécontentement, accumulé depuis des années, est palpable dans tous les secteurs de l'entreprise. Principalement sur les salaires qui stagnent à un niveau toujours aussi bas, au point que certains cheminots gagnent à l'embauche moins que le Smic.

En huit ans, près de 22 000 emplois sous statut ont été supprimés et le budget 2010 prévoit d'en supprimer 3 600 de plus. Ces milliers de suppressions de postes ont des conséquences directes sur la qualité du service public ferroviaire, comme on a pu le voir ces dernières semaines, la SNCF ayant eu le plus grand mal à rétablir le trafic après les intempéries.

La loi du fric remplace la logique de service public. Ainsi, pendant que Sarkozy se positionne en défenseur de l'environnement, les plans successifs de restructuration du fret ferroviaire ont supprimé des milliers d'emplois et ont amené près de 2 millions de camions supplémentaires sur les routes en dix ans. Aujourd'hui, c'est au tour du TGV de faire les frais de cette politique, avec le projet de supprimer ou réduire certaines dessertes jugées déficitaires comme le Paris-Arras, Lille-Strasbourg ou Nantes-Strasbourg.

À cela s'ajoutent les attaques contre les acquis sociaux restant encore aux cheminots, comme leurs réductions sur les billets de trains. Après avoir renoncé à les supprimer en 2009, par crainte d'une réaction forte, la direction laisse entendre qu'elle va retenter le coup. Les annonces de nouvelles attaques contre les retraites, Sarkozy ayant annoncé vouloir à nouveau allonger la durée de cotisation, font aussi grogner les cheminots, comme bien d'autres travailleurs.

Depuis début 2009, les cheminots se sont mobilisés fortement à l'appel des confédérations syndicales, par la grève et leur présence massive dans les cortèges, démontrant qu'ils refusent cette politique et ne comptent pas se laisser faire. Mais la répétition de journées de grève, espacées de plusieurs mois, sans revendications claires, sans suite, n'a pas permis la



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

construction d'un mouvement d'ensemble, capable de mettre un coup d'arrêt aux attaques. Un tel mouvement reste pourtant nécessaire.

Les organisations syndicales CGT, Unsa, SUD-Rail et CDFT ont déposé un préavis de grève pour mercredi 3 février. SUD-Rail s'est prononcé pour l'organisation d'une grève reconductible si la direction ne fait pas marche arrière. La CGT Cheminots laisse aussi entendre qu'il y aura une suite de plus haut niveau si la direction ne recule pas. La réussite de cette journée de grève est donc importante dans la construction d'un rapport de forces à la SNCF.

L'année 2009 a vu de nombreux conflits éclater dans différents établissements de l'entreprise: pour des embauches, contre des réorganisations, etc. Plusieurs de ces luttes ont réussi à faire faire à la direction de petits pas en arrière. Tous ensemble, les cheminots ont les moyens de lui en faire faire un très grand!

**Axel Persson et Rémi Guaillet**

## et aussi

**RÉPRESSION SYNDICALE À LYON.** Sylvain Husson, salarié aux Transports en commun lyonnais (TCL), militant syndical Solidaires, a été licencié et condamné à verser 10 800 euros à l'entreprise. Lors d'une action syndicale d'une cinquantaine de salariés, Sylvain Husson s'était mis en avant en restant assis toute la matinée sur une chaise devant le centre de maintenance des trams, bloquant ainsi trois des quatre lignes de tramway. Il y eut ensuite une grève de plus d'une semaine, contre une direction aux pratiques détestables qui a dénoncé les accords collectifs, demandé de travailler plus pour gagner moins et refusé toute négociation. Sylvain Husson est très lourdement puni pour l'exemple. Le tribunal a admis l'argument de la défense expliquant que le remplacement des trams par des bus avait limité la perte de recettes. Sylvain ne peut pas payer les 10 800 euros avec le peu qu'il touche chaque mois depuis son licenciement. Solidaires Rhône lance un appel national à la solidarité: dons à l'ordre de «Solidaires Rhône» à envoyer à SUD Éducation Loire, 12-14 rue du Colonel-Marey, 42000 Saint-Étienne.

**DÉSOMBÉSSEURS.** Depuis le 25 janvier, les instituteurs Erwan Redon et Gilles Lehmann ont pu réintégrer leurs classes. Erwan Redon avait été sanctionné pour avoir exercé sa liberté pédagogique et proposé un projet de temps éducatif du midi à la place de l'aide personnalisée demandée. Le tribunal administratif de Marseille a jugé illégal son déplacement d'office, considérant que le conseil de discipline qui l'avait décidé était irrégulier. Gilles Lehmann avait été immédiatement relevé de sa classe, en Haute-Vienne, pour avoir déclaré à son inspecteur qu'il ne respecterait pas à la lettre le protocole d'évaluation nationale des CM2. L'inspection académique de Limoges a fini par reculer. L'administration de l'Éducation nationale use de tous les moyens pour faire plier ceux qui contestent ses directives. Elle n'hésite pas à enfreindre la loi concernant les organismes paritaires. Cette année, 200 enseignants ont appelé au boycott de l'évaluation des élèves de CM2, dénonçant son caractère sommaire et le risque de concurrence entre établissements.

**ENSEIGNANTS PROMOTION SARKOZY.** La réforme du concours de recrutement des enseignants se met en place. Pour être admis, il faudra réussir un parcours du combattant: suivre un cursus de master 2 tout en préparant le concours spécifique d'enseignant et faire un stage obligatoire. Il faudra aussi se trouver un petit boulot complémentaire car cette réforme transforme une année de formation payée en une année d'études en université non payée. Les nouveaux titulaires seront envoyés, après une formation minimum de quelques semaines, directement à temps complet dans les classes alors qu'auparavant la première année alternait formation et enseignement (huit heures par semaine). Ceux qui échoueront seront peut-être recrutés sur des emplois précaires, par l'académie ou le chef d'établissement, pour un salaire inférieur bien sûr et versé seulement neuf mois sur douze. Et s'il manque des volontaires pour ces postes au rabais, il suffira de diminuer le nombre de places aux concours!

# Nos emplois, pas leurs profits!

## RETRAITES NE BATTONS PAS EN RETRAITE!

SUITE DE LA PAGE 1



Paris, 22 mai 2008. Manifestation en défense des retraites. (PHOTO THÉQUE ROUGE/WASEGR)

Ce désarroi, perceptible parmi les salariés, est renforcé par les déclarations de certains « responsables » politiques et syndicaux. Pour Martine Aubry, secrétaire nationale du Parti socialiste, « on doit aller très certainement, on va aller très certainement, vers 61 ans ou 62 ans ». François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, emboîte en souhaitant un débat « sans tabou » sur la question, espérant un « consensus national ». Pour lui, « les éléments de la réforme de 2003 ne sont plus contestés et la France n'a pas besoin d'un conflit sur ce sujet », jugeant au passage que « c'est une bonne chose que le PS pose les vraies questions... Pourvu que ça dure ». Il souhaite que tous les sujets soient abordés : l'âge de départ à la retraite, la pénibilité du travail, l'emploi des seniors et la durée de cotisation. Pour lui, la borne de 60 ans est « déjà dépassée » car, dans les faits, la liquidation intervient en moyenne à

61 ans. Elle doit toutefois rester une « référence » pour les salariés ayant commencé à travailler jeune. Autre tabou à lever : les retraites dans la fonction publique. « Il ne faut pas recommencer ce mauvais scénario » de la réforme Balladur de 1993 qui avait modifié les règles pour les salariés du privé et laissé inchangées celles des fonctionnaires. La CFDT milite pour « un rapprochement » des règles « progressivement ». De son côté, le secrétaire général de la CGC estime indispensable d'augmenter le nombre d'années de cotisations et de reculer l'âge légal de départ. Si FO, la CFTC et la CGT affirment leur volonté de défendre le système de retraites par répartition et refusent tout allongement du temps de cotisations et le recul de l'âge légal de départ, beaucoup d'ambiguïtés peuvent se cacher derrière la « maison commune des retraites » et surtout le

refus de réaffirmer le retour aux 37,5 annuités de cotisation. Le Medef s'engouffre dans la brèche, affirmant que le sujet est beaucoup plus consensuel que l'on croit et qu'il faut s'attaquer au système par répartition. Il s'agit de mettre en place un système par capitalisation ou par points permettant aux salariés les plus aisés de mettre leur pension à un niveau acceptable, en confiant leurs cotisations aux banques. La grande masse des salariés devenant des retraités pauvres, ils rejoignent ainsi les « économiquement pauvres » de l'après-guerre. Pourtant, les moyens de financement existent : de la suppression de toutes les exonérations de cotisations patronales à l'augmentation de ces mêmes cotisations, en puisant dans les faramineux profits réalisés par les entreprises, même dans la dernière année de « crise ». Refusons l'allongement de la durée de cotisa-

tion, qui n'est qu'un moyen de baisser le montant des retraites. Maintenons le droit à la retraite à 60 ans ou après 37,5 annuités de cotisation, avec 75% du salaire et un revenu minimum de 1500 euros net. Refusons d'augmenter le temps de travail des « seniors ». Pour gagner, il faudra bien briser le tabou du consensus national et du diagnostic partagé qui ont sapé les mobilisations de 2003 et 2007. La bataille sur les retraites doit emprunter la voie de la mobilisation pour le « non » au référendum sur la Traité sur la Constitution européenne ou celle du CPE, en nous souvenant que c'est la mobilisation des jeunes, à la base, qui a imposé l'unité aux confédérations et fait reculer le gouvernement.

Robert Pelletier

**De l'argent, il y en a!**  
Kraft Food vient de racheter son principal concurrent Cadbury pour 13 milliards d'euros. Selon la patronne de Kraft Food, ce petit rachat permettra « des taux de rentabilité attrayants » et de nouveaux licenciements. Les actionnaires doivent se frotter les mains. Cette nouvelle fusion n'est pas isolée depuis l'éclatement de la crise. En effet, la crise permet à de nombreux grands groupes de se développer et ainsi d'engranger toujours plus de profits. Petit calcul, avec ces 13 milliards d'euros, Kraft Food aurait pu augmenter ses 98 000 salariés de 1 100 euros par mois pendant dix ans.

## 21 JANVIER ET APRÈS ?

**POUR** les trois syndicats (CGT, FSU et Solidaires) qui appelaient à la grève et à manifester contre la casse des services publics le 21 janvier dernier, la journée a été « un succès ». Selon eux, il y a eu entre 25 et 30% de grévistes et les 130 manifestations sur tout le territoire ont rassemblé environ 100 000 manifestants. À Toulouse, Orléans, Paris, Lyon, Clermont-Ferrand ou encore Perpignan, les mêmes mots d'ordre retentissaient : non à la révision générale des politiques publiques (RGPP), non aux suppressions massives d'emplois (100 000 emplois supprimés depuis 2007) et à la mobilité forcée. Pour une fonction publique de qualité au service de la population. Deux secteurs étaient particulièrement représentés dans ces manifestations : l'éducation nationale et la santé. Deux secteurs qui connaissent depuis plusieurs années des coupes claires dans leurs effectifs, mettant ainsi à mal le service rendu au public. Concernant la santé, les dernières annonces de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) de suppressions de 4 000 emplois et de fermetures d'hôpitaux, y compris de maternité, confirment la volonté du gouvernement de détruire l'hôpital public. L'accès aux soins est ainsi de plus en plus difficile pour les salariés, les précaires et les plus fragilisés.

Cette journée de mobilisation et de grève des agents de la fonction publique a mis aussi en lumière les revendications autour des conditions de travail de plus en plus dégradées et des salaires gelés. Cette journée ne sera pas suffisante pour mettre un coup d'arrêt à la politique de destruction des services publics menée depuis des années par les gouvernements successifs, mais elle prouve que le personnel et la population y sont attachés. Seule une mobilisation d'ampleur permettra de stopper cette destruction. Nous devons nous organiser ensemble, salariés et usagers, pour défendre, améliorer et contrôler nos services publics. Ceux-ci doivent être étendus à d'autres secteurs essentiels tels que le logement, le gaz, l'électricité, l'eau, les transports collectifs aujourd'hui privés, l'accueil et l'assistance des personnes âgées, etc. Nous devons imposer les principes de solidarité et de répartition des richesses, contre la loi du profit et la logique capitaliste qui font que les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

Sandra Demarcq



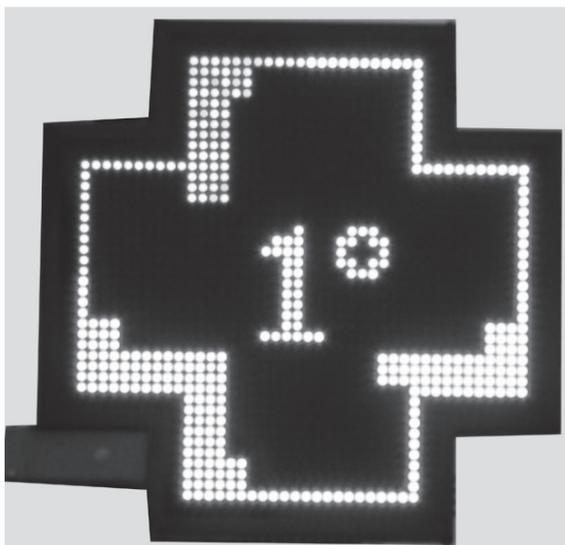
### RESTAURATION RAPIDE : DES MIETTES POUR LES SALARIÉS.

Les 100 000 salariés de la restauration rapide (McDo, Quick, Pizza Hut, Brioche dorée...) qui travaillent en grande majorité à temps partiel imposé et sont embauchés avec des contrats précaires doivent vraiment penser qu'on se moque d'eux. En effet, le syndicat de l'alimentation et de la restauration rapide (Snarr) leur offre généreusement une augmentation de salaire de deux centimes de l'heure, ce qui équivaudra à 10 euros annuel pour ceux qui travaillent 27 heures par semaine. Alors que la restauration rapide au même titre que l'ensemble du secteur avait signé en avril 2008 le fameux contrat d'avenir avec l'État, permettant ainsi la baisse de la TVA en contrepartie de baisses des tarifs, de création d'emplois mais aussi d'amélioration de la situation des salariés. C'est sans doute un nouveau concept de la part du patronat de la restauration rapide d'augmenter les salaires de deux centimes et de considérer ainsi qu'il participe à l'amélioration de la situation des salariés!

### TOTAL LIQUIDE SES SALARIÉS.

Le 1<sup>er</sup> février prochain, la direction de Total annoncera au Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire la fermeture définitive de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque pour délocaliser son activité en Arabie saoudite, moins contraignante en matière de législation environnementale, sociale et de salaires. Laissés sur le carreau, les 750 salariés et 450 sous-traitants bloquent l'usine depuis le 12 janvier et attendent dans l'inquiétude d'être fixés sur leur sort. Total fait miroiter aux salariés des reconversions dans les énergies renouvelables, tout en délocalisant ses émissions de CO<sub>2</sub> pour augmenter ses profits (entre 8 et 9 milliards d'euros pour l'année 2009 et 14 milliards en 2008) et pouvoir polluer plus tranquillement. 20 000 emplois sont directement liés à la raffinerie. Les salariés ne se laisseront pas faire et d'ores et déjà manifesteront au siège social de Total le jour du CCE. Ils appellent également à une manifestation de soutien le 4 février prochain.

# HALTE À LA DESTRUCTION SOCIALE ET DU SA



**Année** après année, morceau par morceau, méthodiquement, la bourgeoisie obtient des gouvernements le démantèlement de la Sécurité sociale. Celui-ci a commencé par l'assurance maladie depuis les gouvernements Barre, a été poursuivi par les pensions de retraite sous Balladur et continué par la gauche. Sarkozy donne des coups d'accélérateur réguliers à cette démolition. La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010, la loi Bachelot HPST, les projets contre les retraites sont autant de coups portés aux garanties collectives des travailleurs qui leur assurent un minimum d'accès à des prestations vitales relativement dégagées de la loi d'airain du profit maximum. Place à la « responsabilisation », c'est-à-dire au chacun pour soi selon ses moyens financiers, et à l'ouverture aux assurances privées pour compléter des prestations de misère financées par les impôts plutôt que par les profits. 2010 sera également l'année d'une attaque frontale contre les moyens publics pour les personnes dépendantes, personnes âgées en premier lieu, mais qui pourrait s'étendre, partiellement au moins, aux personnes handicapées. L'objectif est de créer un « marché de la dépendance ». Les assureurs sont sur les rangs, 3 millions de personnes sont déjà assurées en France. L'aide publique n'interviendrait plus que pour les personnes non solvables. C'est tout un projet de société insupportable pour les plus faibles qu'il faut combattre tous ensemble. Totalement.

## NOUVELLES RETRAITES, NOUVELLE PAUVRETÉ

Les retraites, fruits de plus d'un siècle de mobilisations ouvrières, intégrées à la Sécurité sociale en 1945, complétées par les retraites complémentaires obligatoires, ont été régulièrement attaquées par tous les bouts par le patronat et les divers gouvernements depuis la loi Balladur de 1993 pour le privé (passage à 40 annuités de cotisation, calcul du salaire de référence passant des 10 aux 25 meilleures années), Fillon contre les retraites de la fonction publique en 2003, imposition des 40 années de cotisation aux régimes spéciaux...

Les patrons ne veulent pas payer pour des gens qui sont devenus inutiles à leurs profits.

Darcos l'a redit devant le Parlement : il n'est pas question de relever les cotisations, surtout la part employeur, bien sûr. Le Sénat, estimant par ailleurs que le chômage va augmenter et restera à un haut niveau pendant plusieurs années. Plusieurs axes, déjà expérimentés, sont prévus.

1. Le plus visible : l'augmentation de l'âge de départ à la retraite selon deux modalités, la première étant de relever l'âge légal du droit à la retraite. Plus pernicieux et appliqué depuis 1993, augmenter le nombre de trimestres de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein, ce qui pousse les salariés à différer leur départ. Cela ne marche pas vraiment d'ailleurs, soit à cause du chômage définitif après 50 ans, soit du fait du management moderne insupportable qui pousse des salariés à prendre leur retraite même s'ils n'ont pas leur nombre de trimestres validés. Ces deux propositions peuvent se cumuler.

2. Faire des économies de prestations. Stabiliser le système financier.

Une révolution avantageuse pour le patronat est avancée. Au panier, les trimestres de cotisation obligatoires et l'assiette des 25 meilleures années. Place au « compte notionnel ». De quoi s'agit-il ? Une pension pour les morts. Chaque assuré est titulaire d'un compte d'épargne virtuel. Les cotisations acquittées par l'assuré créditent virtuellement le compte qui est revalorisé chaque année, par le gouvernement ou comme dans les retraites complémentaires, par les « partenaires sociaux », en fonction des desiderata du patronat. Le montant de la pension est proportionnel au capital virtuel accumulé par chaque salarié. Mais ce coefficient de proportionnalité dépend de l'âge effectif de départ à la retraite (d'où le maquillage idéologique de la retraite choisie). C'est donc sur la totalité de la carrière, et pas seulement sur les 25 meilleures années que serait évaluée la retraite. Bonjour les précaires, les périodes de chômage, les temps partiels (qui concernent beaucoup les femmes qui souffrent déjà d'une dévalorisation de leur retraite par rapport aux hommes de 29%, tous régimes confondus).

Et, grande nouveauté, « l'espérance de vie » à l'âge du départ à la retraite ! La retraite devient une rente viagère. « La méthode conduit ainsi à prendre en compte dans le calcul de la pension le risque de longévité ». Ou dit de façon plus claire : « le montant de la pension liquidée est d'autant plus grand que les probabilités de survie sont faibles ». C'en est fini de la Sécurité sociale. Vive l'assurance ! Deux conséquences au moins sont à prévoir. Une baisse drastique des pensions au bon vouloir de la bourgeoisie et l'individualisation totale du calcul des retraites, sans règles communes et sans contrôle possible, donc sans revendications collectives unificatrices facilement formulables. Deux bonnes raisons de se mobiliser massivement contre.

3. Cela pousse à inciter les salariés qui le peuvent à se tourner vers les assurances privées, les fonds de pension. Ce qui n'est pas prudent par ces temps d'instabilité boursière.

4. Et bien sûr, on fait dans le social : « développer des dispositifs correcteurs relevant de la solidarité ». Une aumône dérisoire de la bienfaisance gouvernementale. L'antithèse de la Sécu que nous voulons.

Ne croyons pas que les retraites complémentaires pourraient amortir le choc. Leurs rendements sont en baisse constante depuis dix ans, la pension servie pour 100 euros de cotisation a chuté de 5,82% à l'Arcco (non cadres) et de 5,59% à l'Agirc (cadres). Non négligeables, ces retraites complémentaires représentent souvent entre 50 et 70% de la retraite d'un cadre et entre 20 et 30% pour un non-cadre. Par ailleurs, un accord a été signé fin 2009 par la CFTD et la CFTC avec le Medef, mais pas par la CGT. Il prévoit de renégocier en 2010 pour articuler les nouvelles règles des retraites complémentaires avec celles qui seront prises pour la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav). Fermez le ban.

1. Document de travail du Conseil d'orientation des retraites. Séance du 28 janvier 2009. Tout ce document est d'une grande clarté pour analyser les intentions de la bourgeoisie.  
2. Document COR précité.  
3. Lettre du COR n° 3, mai 2009.



# iments

# ATION DE LA SÉCURITÉ ALAIRE SOCIALISÉ

## ASSURANCE MALADIE: DÉSENGAGEMENT ACCÉLÉRÉ

Augmentation du forfait journalier à l'hôpital (18 euros depuis le 1<sup>er</sup> janvier), participation forfaitaire sur les actes chirurgicaux, franchises sur les visites, boîtes de médicaments, transports sanitaires et actes paramédicaux, explosion des dépassements d'honoraires des médecins libéraux, création d'un secteur optionnel, déremboursement d'une nouvelle série de médicaments: crise ou pas, la participation financière des malades/assurés ne cesse d'augmenter proportionnellement à l'amenuisement du champ des dépenses remboursables par l'assurance maladie. Selon le Haut Comité pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM)<sup>1</sup> lui-même, 3 milliards d'euros ont ainsi été économisés sur notre dos depuis 2004. Et le mouvement s'accélère.

Le gouvernement a beau rappeler que le taux de prise en charge des dépenses de santé reste à peu près stable autour de 75%, ce chiffre masque mal la réalité et ne trompe personne. Car si les hospitalisations et les affections de longue durée (ALD) augmentent en volume et demeurent correctement remboursées, au moins encore aujourd'hui (mais jusqu'à quand?), les dépenses de ville ou de soins courants sont, elles, de moins en moins prises en charge. Selon une étude Jalma/CSA<sup>2</sup>, la part du revenu des ménages allouée aux dépenses de santé a ainsi augmenté de plus de 50% entre 2001 et 2009. Désormais, chaque loi de financement de la Sécurité sociale apporte son lot de désengagements en matière de solidarité.

Pour Didier Tabuteau, directeur de la chaire santé de Sciences-Po, «on est aujourd'hui parvenu à un taux de remboursement de 55% des dépenses de soins courants, peut-être même moins (...) Si on continue sur cette voie, on tombera dans une espèce de dentisterie généralisée, au sens des prothèses, où le remboursement des complémentaires est déterminant.»<sup>3</sup> Nous y voilà! Derrière le discours de responsabilisation du malade et des mesures économiques nécessaires pour sauver notre système, il s'agit en réalité d'un véritable choix politique: ouvrir le marché de la santé au privé, notamment aux assureurs qui piaffent d'impatience depuis des lustres. Mais aujourd'hui, Sarkozy oblige, ils sentent que leur tour est venu. Certains comme AXA, AGF (aujourd'hui Allianz), Groupama ou Swiss Life ont déjà mené des expériences de remboursement sélectif, triant leurs clients ou les soins à prendre en charge. D'autres vautours se déclarent également prêts à dépecer le futur cadavre de l'assurance maladie.

Lente mais continue, la destruction graduelle et organisée de notre système solidaire, chargée de préparer l'opinion à coup de prétendu déficit «abyssal» qu'il ne faudrait «pas faire supporter aux générations futures» commence à faire son œuvre: il serait paraît-il temps de changer notre fusil d'épaule. L'augmentation des dépenses d'automobile ou de loisirs, c'est bien; mais de celles de santé, ça ne l'est pas... sauf si le système est privatisé, comme si la santé était une marchandise.

Soyons clairs: pour nous, la Sécu ne souffre aucunement d'un excès de dépenses mais d'un manque de recettes en raison d'un chômage élevé et de salaires trop bas. Et puis, a fortiori dans un pays riche et moderne, le seul critère pour le montant des dépenses de santé ne peut être que le besoin de la collectivité, les recettes devant être modulées en fonction de ce besoin. Et si contrôle ou maîtrise des dépenses il doit y avoir, ce n'est pas uniquement aux assurés sociaux de le subir. Il est possible d'agir sur les profits du secteur. L'assurance maladie ne doit plus être la vache à lait de l'industrie pharmaceutique, des cliniques privées, de l'industrie des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> âges, des professions médicales libérales...

Plus que jamais, la cohabitation entre un système solidaire et une organisation libérale des soins est une énorme contradiction. Les capitalistes veulent la supprimer en liquidant ce système que nous souhaitons au contraire amplifier. La Sécu ne doit pas se limiter au remboursement ou au paiement de prestations. Pour nous, elle doit organiser et gérer l'organisation des soins dans un grand service public de santé qui ferait la part belle à la prévention.

1. rapport 2009  
2. novembre 2009  
3. Le Quotidien du médecin, 1<sup>er</sup> décembre 2009

## PROPOSITIONS DU NPA (EXTRAITS)

### RETRAITES

- Abrogation des mesures Balladur de 1993 et de la loi Fillon de 2003.
- Création d'un régime de retraite unique pour tous (public/privé).
- Départ à la retraite après 37,5 annuités de travail, de chômage, de formation et d'études, à 60 ans maximum (moins pour les métiers pénibles).
- Calcul du taux de remplacement à 75% du dernier salaire et, quoi qu'il en soit, pas de retraite inférieure au Smic (qui doit être réévalué).

### ASSURANCE MALADIE

- Abrogation du plan Juppé (1995) et de la contre-réforme Douste-Blazy (2004).
- Accès gratuit aux soins pour tous (tiers-payant généralisé).
- Suppression de tous les forfaits et de toutes les franchises.
- Remboursement de tous les médicaments à 100% (s'ils sont jugés comme rendant un service médical insuffisant, ils doivent être retirés du marché).
- Fin de la tutelle de l'État.
- Éviction du patronat de la gestion.
- Élections et contrôle par les assurés sociaux de leurs représentants.
- Définition par les usagers des besoins et des réponses à apporter.
- Sortie de l'industrie pharmaceutique du secteur marchand.

### POUR FINANCER TOUT ÇA

- Le système de Sécurité sociale dans son ensemble (retraites, maladie, allocations familiales, etc.) doit être financé en totalité par le salaire socialisé.
- Il y a 30 ans, la répartition des richesses entre les salaires et cotisations, d'une part, et les profits, d'autre part, était de 70-30. Aujourd'hui elle est de 60-40, soit une perte de 170 milliards d'euros en salaires/cotisations qui permettrait de financer la Sécurité sociale... et de combler son «trou».
- L'État doit payer ses dettes à la Sécu (7,8 milliards en 2009), supprimer les exonérations (32 milliards en 2009), augmenter les salaires, embaucher à hauteur des besoins, interdire les licenciements: 1 million de chômeurs en moins, c'est 10 milliards de recettes en plus pour la Sécu; 1% d'augmentation des salaires, c'est 3 milliards de plus pour les caisses de Sécu...



## HAÏTI FAUX DÉBATS

*Sous prétexte d'aide humanitaire, les pays impérialistes envoient leurs troupes dans le pays.*

**À L'HEURE** où les journaux télévisés répandent des images de chaos, de dévastation, sans aucun autre commentaire qu'un appel vibrant à la charité, des chroniqueurs, des polémistes lancent un faux débat : Haïti doit-elle être mise sous tutelle ?

Derrière cette question, c'est la colonisation ou plutôt la re-colonisation d'Haïti que l'on cherche à nous imposer. « Abandon de souveraineté », « la tutelle étrangère s'accroîtra, inévitablement », « on y va parce que la France ne veut pas abandonner un pays francophone », voilà ce que l'on dicte sur fond d'images apocalyptiques. Bien sûr, il ne s'agit que d'aider, d'humanitaire. Bien sûr, l'énorme potentiel en ressources pétrolières, aurifères et en iridium ne sont nullement convoitées. Il ne fait aucun doute que les Haïtiens ont toujours connu une certaine tutelle, celle de la dette étouffante, celle des multiples interventions militaires, celle d'un peuple à qui les pays du Nord ont sans cesse imposé une classe dirigeante sous l'apparence de la démocratie. Le gouvernement haïtien est dépassé par les événements mais quel gouvernement ne le serait pas quand toutes les structures sont touchées par la catastrophe ? Lors du tsunami qui a frappé l'Asie en 2004, la capacité des États à gérer l'après-catastrophe ne fut pas remise en cause, pas plus que ne fut évoqué l'envoi de troupes. Lorsque la France et les États-Unis se livrent une guerre larvée pour le contrôle de l'aéroport ou de l'intervention humanitaire, ce n'est donc pas tant l'aide à la population que le futur contrôle de la reconstruction qui est la raison de ce conflit. Nous savons d'ailleurs que les États-Unis envoient 15 000 soldats, qu'Obama fait appel aux réservistes, mais sait-on combien de médecins, d'ingénieurs, de nourriture les Américains envoient en aide aux Haïtiens ?

Pourtant la population s'organise. Comités de quartier, médecins improvisant des centres de soin, volontaires, poussés par le désastre, les Haïtiens trouvent les réflexes indispensables à leur survie, indispensables à l'avenir. Bien sûr, ce ne sont pas ces images que nos médias veulent nous vendre, mais celles représentant des Haïtiens spectateurs de l'aide internationale.

Ce ne sont pas des militaires dont les Haïtiens ont besoin mais de médecins, d'aide matérielle, de matériaux pour reconstruire le pays en tenant compte du caractère sismique de la région.

Les troupes étrangères, notamment américaines, doivent quitter le pays immédiatement pour laisser place à une véritable aide internationale et sans arrière-pensée impérialiste. La réunion des donateurs de Montréal et celles qui vont suivre ne devrait avoir qu'un seul objectif : l'aide matérielle sans intervention militaire et l'annulation de la dette d'Haïti.

Ces conditions sont l'unique voie vers une véritable auto-organisation des Haïtiens. À nous, militants et travailleurs du monde entier, de nous mobiliser pour faire pression sur les velléités impérialistes de nos pays.

**Thibault Blondin**

## ALLEMAGNE LE CAUCHEMAR DE LA MINE D'ASSE

*Au moment où les autorités françaises prônent l'enfouissement des déchets nucléaires, l'exemple de l'Allemagne mérite d'être mis à jour.*



Ernée, le 20 octobre 2007. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

**L**es révélations sur la gestion irresponsable des déchets nucléaires se sont succédés ces derniers mois. Il existe pourtant un cas d'école dont on a peu parlé en France. Au moment où les autorités françaises prétendent résoudre le problème des déchets ultimes en les enfouissant, il faut faire connaître l'expérience allemande qui a commencé en 1967 à stocker des déchets nucléaires sous terre.

À 25 km au sud de Brunswick, se trouve l'ancienne mine de sel gemme d'Asse. Jusqu'à 800 mètres sous terre les mineurs ont creusé de véritables cathédrales dans le sel, des corridors d'un volume total de 3,35 millions de m<sup>3</sup>.

Treize de ces chambres, situées entre 500 et 800 mètres sous terre, d'un volume de 47 000 m<sup>3</sup>, ont été remplies de déchets nucléaires. Si la mine s'effondrait, les déchets se-

raient écrasés et repoussés dans tous les couloirs de la mine, dans le sel et au final, dans la nappe phréatique. Et c'est exactement le scénario qui se dessine, car depuis 1988 l'eau pénètre dans la mine, environ 12 m<sup>3</sup> par jour. La mine risque de s'effondrer autour de 2020.

Lorsque le consortium « Wintershall » a voulu se débarrasser de cette ancienne mine de potasse et de sel, le GSF, centre de recherche sur l'environnement et la santé, a acquis en 1965 l'ancienne mine d'Asse II. Il y a entrepris entre 1967 et 1978, pour le compte du gouvernement fédéral, des recherches sur le stockage définitif des déchets radioactifs, en vertu du code minier (et non pas nucléaire) allemand, peu contraignant en termes de consultation publique.

Bien que les mines avoisinantes Asse I et III aient déjà été envahies par les eaux, le secrétaire du ministère de

l'économie (SPD) proclamait en 1972 qu'il était sûr et certain que la pénétration d'eau était impossible.

Au début des essais, les fûts de déchets de faible radioactivité étaient mis en piles verticales dans les anciennes cavités d'extraction de la mine. Ensuite, ils étaient tout simplement jetés et recouverts de sel. Ce qu'on appelait « mettre en saumure ». Personne ne s'indignait si les fûts étaient endommagés lors d'un tel traitement. Entre 1967 et 1978, on y a stocké 124 494 fûts avec une radioactivité « faible » et 1 293 avec une radioactivité « moyenne ». Environ 28 kilos de plutonium y sont aussi enfouis, avec de l'arsenic, du mercure ainsi que des pesticides.

Nul ne sait ce qui se passe lorsque ces produits entrent en contact. Nul ne connaît les effets de la corrosion sur les fûts endommagés. Ni les quantités, ni les emplace-

ments exacts.

Le travail assidu des associations qui s'élevaient contre le stockage définitif, et demandaient une gestion du site sous le régime plus contraignant « de la législation nucléaire » allemande vient d'aboutir. Le gouvernement allemand a décidé de rouvrir la mine et d'acheminer les fûts à ciel ouvert vers un nouveau site, qui reste à choisir. L'opération de récupération des déchets est extrêmement dangereuse et devrait être effectuée par des robots. Il s'agit d'une première mondiale, dont personne ne peut prédire la réussite.

Devant le coût exorbitant et les difficultés considérables, il n'est même pas certain que l'opération « récupération des déchets » débute jamais. Le cauchemar de la mine Asse II ne fait que commencer.

**Jean-Louis Marchetti**

## et aussi

### COLONIES FRANÇAISES : SARKOZY COUPABLE DE FORFAITURE.

À Saint-Denis de la Réunion, Sarkozy a dit sa « souplesse » sur l'évolution des institutions dans les colonies françaises « avec une ligne rouge dont je n'accepterai jamais qu'elle soit franchie, celle de l'indépendance ». C'est donc clair, pour lui le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et toutes les résolutions de l'ONU sur le sujet sont nuls et non avenue. Le président de la République, en bafouant sa propre Constitution et les votes de la France à l'ONU, est coupable de forfaiture. Les anticolonialistes ne baisseront pas les bras. La Semaine anticoloniale en France du 20 au 27 février sera l'occasion de réaffirmer notre soutien aux luttes indépendantistes. Samedi 20 février au cinéma La Clé (21 rue de la Clé, Paris 5<sup>e</sup>) de 17 heures à 22 heures, des militants kanaks et antillais présenteront leurs luttes et dénonceront l'oppression coloniale qu'ils subissent. Les organisations françaises solidaires de ces luttes témoignent. Le NPA soutient cette initiative.

### BOLIVIE, DISPARITION DE MOSCOSO.

Hugo Gonzales Moscoso, dirigeant du POR (Parti ouvrier révolutionnaire) est mort le 14 janvier. Peu de personnes en Amérique Latine ont incarné avec une telle constance le combat révolutionnaire, la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le capitalisme. En tant que rédacteur du programme de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), en 1953, il fut une des plus importantes figures de la lutte des classes en Bolivie au xx<sup>e</sup> siècle. Son choix d'appuyer Che Guevara en 1967 est un exemple de son intégrité révolutionnaire. Sans sectarisme. Sans dogmatisme. Toujours disposé à l'unité des révolutionnaires, des anti-impérialistes, il n'a jamais laissé s'éteindre la flamme du socialisme du futur. Internationaliste conséquent, il fut fidèle toute sa vie au drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. Malgré l'âge et la maladie, il n'a jamais cessé de lutter, de penser, d'écrire. Hugo Gonzalez Moscoso nous laisse, au travers de son héritage, le meilleur du marxisme révolutionnaire latino-américain.

### LA STRATÉGIE PERDANTE D'OBAMA.

Le président Obama a lancé un projet de réglementation contre les milieux financiers de Wall Street aux apparences contraignantes. Il souhaite limiter la taille des banques, séparer les banques d'affaires des banques de dépôt, limiter les possibilités de spéculation. « S'ils veulent la bagarre, ils l'auront », a-t-il dit à propos des banquiers. La bagarre, les salariés modestes américains seraient tout prêts à la mener. Alors que le chômage bat des records, la banque Goldman Sachs, une des principales responsables du déclenchement de la crise des subprimes, va verser 16,2 milliards de dollars à ses 32 000 cadres, une moyenne d'un demi-million par personne. Mais Obama ne fait pas appel à la mobilisation des victimes de la crise. Pour les banques comme pour la réforme de la santé, sa stratégie consiste à faire des annonces et à essayer ensuite d'obtenir l'assentiment de l'opposition républicaine en acceptant d'énormes concessions. Ses réformes s'enlisent, la droite radicale se renforce, les salariés sont démobilisés.



**LIVRE**  
**LES COMPAGNONS DU VEAU D'OR**/Jean-Bernard Pouy/ÉDITIONS LA BALEINE/10 EUROS

Je fouinais chez mon libraire quand est entré un type à l'air un peu allumé. «*Tout cela a-t-il un sens?*» a-t-il demandé, englobant d'un geste les rayonnages. «*Oui monsieur, a répondu poliment le libraire, tout sauf le dernier Pouy, qui en a deux.*». Effectivement, Pouy s'est amusé à écrire un roman gothique comme un mini *Da Vinci Code*, avec manoir breton, sacrifices humains etc., en deux épisodes, il faut retourner le bouquin quand on a fini le premier pour lire le second. En prime des discussions entre anars, cocos et trozkars, et des considérations divinatoires sur l'équipe de foot de Guingamp. Pas cher et jubilatoire.

Paul Louis Thirard



**LIVRE**  
**J'ATTRAPERAI TA MORT**/Hervé Commère/BERNARD PASCUITO ÉDITEUR/16,95 EUROS

Un bouquin dans l'actualité de ce convoyeur de fonds lyonnais qui a tant fait rêvé, non pas tant pour les 10 millions, que pour le message qu'il adressait au salariat. Un braqueur réalise un joli coup en dérobant sans violence un camion farci de sacs Vuitton. Son goût du grand coup le reprend et il compose l'enlèvement sans douleur d'une cargaison de violons. Sans pour autant souhaiter y finir. Ses opérations sont irréprochables : ses complices ne se connaissent pas et sont avertis par des consignes anonymes, mais pas ferroviaires. Par petits chapitres mensualisés et ordonnés sans chronologie, plusieurs personnages racontent des faits vus de leur angle. Les ventripotents diamantaires seront-ils toujours les plus forts ? Reste un scénario dont on ne décroche pas. Même quand le téléphone sonne.

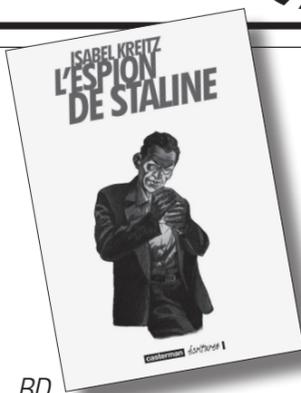
Christophe Goby



**MUSIQUES**  
**HAND MADE**/Hindi Zahra/BLUE NOTE

Il arrive que le net, bref le buzz sur la toile, recèle de bonnes surprises, voire quelques pépites dignes de briller au cœur de la surabondance de nouveaux artistes. La jeune chanteuse d'origine marocaine et berbère Hindi Zahra porte déjà ainsi avec elle un petit succès d'estime grâce à son titre *Beautiful Tango*, largement diffusé sur le web. C'est avec un «*vrai*» album qu'elle arrive devant le public, une épreuve d'autant plus redoutable que désormais, à part les stars de la télé-réalité, les ventes physiques de disques ne cessent de décroître. Elle prolonge donc son propos artistique, toujours avec la même recette d'une folk-soul matinée d'influence orientale, et évidemment sa voix délicate et sensible, d'une maturité particulièrement surprenante. Elle reste aussi à voir sur scène où elle arrive le mieux pour l'instant à exprimer son talent prometteur.

King Martov



**BD**  
**L'ESPION DE STALINE**/Isabel Kreitz/CASTERMAN/16 EUROS

En 1941, Staline ne croyait pas à une invasion nazie. Pourtant, parmi les nombreux signes de sa probabilité, il avait reçu le rapport de Richard Sorge, espion communiste à l'ambassade allemande à Tokyo. Journaliste, Sorge disposait de la confiance de l'ambassadeur allemand. Il n'hésitait pourtant pas à exprimer ouvertement son mépris pour le nazisme. Il ne s'agit pas d'un récit d'aventures, car il fréquentait surtout la communauté allemande à Tokyo, décrite de manière savoureuse, pour obtenir des informations. Cet ouvrage permet de suivre de façon passionnante le parcours de cet espion mégalo, alcoolique, dragueur, qui espérait faire tomber Hitler à lui tout seul. Il a quand même transmis l'information essentielle selon laquelle le Japon ne comptait pas envahir la Russie et a payé de sa vie ses activités et ses imprudences.

Sylvain Pattieu



[www.laquadrature.net/Soutien2010](http://www.laquadrature.net/Soutien2010)

Alors que la loi Hadopi est en train de se mettre doucement en place en France, à Mexico, du 26 au 29 janvier, se trament des négociations inquiétantes autour de l'Accord commercial anti-contrefaçon (Acta). Le traité Acta prévoit de renforcer de façon démesurée le pouvoir du copyright et de forcer les fournisseurs de services sur internet à faire la police concernant ces droits d'auteur. Mettant en place des sanctions pour les utilisateurs, un peu comme Hadopi, ce traité exigera aussi que les supports informatiques soient inspectés aux frontières (disques durs, lecteurs mp3, etc.). Pour les malheureux détenteurs de fichiers copyrightés, c'est destruction et amende ! Pour obliger les opérateurs à accepter de telles restrictions, Acta les rendra responsables des atteintes au droit d'auteur effectuées par leurs utilisateurs. «*Obéissant aux industries de la musique et du cinéma, des négociateurs non-élus sont en train de décider du futur d'Internet. Nous devons les en tenir responsables et s'assurer qu'ils assumeront les conséquences de leurs décisions.*» conclut Jérémie Zimmermann de la Quadrature du Net. Une Quadrature du Net toujours vigilante de nos libertés fondamentales mais qui a bien du mal à survivre, faute de moyens financiers...

## MÉDIAS LES SONDAGES D'OPINION COMME TECHNIQUE DE DOMINATION POLITIQUE

Devenus en quelques dizaines d'années un outil central dans l'arsenal du journalisme politique et du débat politique, les sondages ne posent pas seulement des questions (techniques) de méthodologie mais doivent faire l'objet d'une critique politique.

**N**écessaire, la critique des sondages d'opinion ne peut pas avoir pour seule cible les sommes astronomiques que l'Élysée (et les partis, y compris de gauche) consacrent chaque année à la commande de sondages. De même, il ne nous suffit pas d'affirmer notre (saine) indifférence aux sondages d'opinion ou d'invoquer leur faible capacité de prévision électorale. Faire la critique politique des sondages c'est mettre en évidence (et en cause) la fonction qu'ils remplissent dans le jeu politique et médiatique actuel. En effet, les sondages ne sont pas seulement inutiles ou peu fiables. Ils constituent une véritable technique de domination politique qui impose subrepticement une certaine définition de la politique en substituant l'instantanéité et l'apparente impartialité du chiffre au débat politique durant lequel se manifestent des clivages et se forment les opinions. La politique n'est alors plus conçue comme travail militant visant à populariser et lutter pour un projet de société, mais comme la recherche de formules ou de slogans qui vont coller aux «*attentes des Français*» (telles qu'elles sont mesurées par les sondages). La soumission aux sondages d'opinion implique ce type d'opportunisme, et l'on a ainsi vu le PS dépenser en juillet 2009 pas moins de 100 000 euros pour s'offrir un grand sondage sur «*les attentes des citoyens*», présenté comme «*une parfaite photographie de la société*» et dans

le but de «*refonder le projet socialiste*». Mais les sondages favorisent également une perception individualiste de la société, celle-ci étant réduite à l'ensemble des individus isolés qui la composent. Une telle conception fait abstraction de la situation concrète dans laquelle vivent ces individus puisqu'on les sépare ainsi de leur existence collective, c'est-à-dire des liens tissés quotidiennement – au travail, sur leur lieu d'habitation, dans leur famille – avec tous ceux qui partagent une même condition sociale. Or, la politique n'est réductible ni au scrutin à bulletin secret, ni encore moins aux réponses, formulées par téléphone, d'un millier d'individus atomisés à des questions préfabriquées. Les sondages d'opinion produisent en outre des effets directs : De justification, lorsqu'il s'agit d'entériner l'action du gouvernement. Pensons aux sondages demandant aux enquêtés s'ils sont pour la «*modernisation*» des services publics, la question imposant la réponse dans la mesure où personne n'est pour des services publics archaïques. D'imposition, lorsqu'il importe de faire parler «*les Français*» de ce dont veulent parler les politiciens (identité nationale, burqa, dette publique, etc.), et donc de faire exister telle ou telle «*opinion publique*» sur tel ou tel «*problème social*».

Enfin, les sondages d'opinion autorisent ceux qui s'en proclament les spécialistes à tenir un discours en surplomb – au nom de l'objectivité prétendue des sondages – sur les désirs de la population, les choix des organisations syndicales ou politiques, etc. Cette légitimité des sondeurs et commentateurs à parler «*au nom de*», légitimité dont personne n'est juge sinon les propriétaires des médias dominants, n'est que l'autre nom d'une dépossession politique. Ils permettent en effet à la classe dirigeante – via les grands médias dont l'indépendance, dans la société capitaliste, n'est qu'un mot d'esprit – de dicter en bonne partie l'ordre du jour politique.

Léo Carvalho



“opinionway”



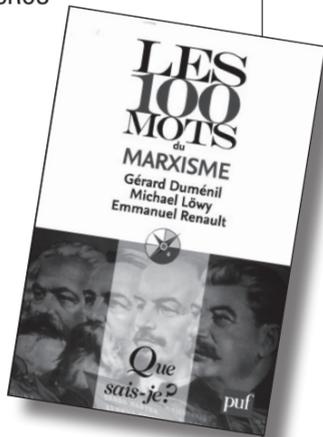


**LES 100 MOTS DU MARXISME**

**G. DUMÉNIL, M. LÖWY & E. RENAULT**

QUE SAIS-JE ?  
126 PAGES - 9 EUROS

l'essai



**BIEN** connue de tous ceux qui souhaitent se faire une idée globale d'un sujet, la collection *Que sais-je ?* vient de sortir un nouvel ouvrage dédié au marxisme. Les auteurs – un économiste, un sociologue et un philosophe – couvrent les domaines sur lesquels Marx a écrit. Ils reprennent les notions clés du marxisme en indiquant, pour chacune d'entre elles, dans quelles circonstances elles ont été développées, les différents sens qu'elles peuvent posséder et leur évolution dans la pensée de Marx (voir la définition de l'aliénation, par exemple). Et comme le marxisme a surtout été développé par ses successeurs, ces derniers sont également largement évoqués. Notamment, Lénine sur l'État, Gramsci sur l'Hégémonie... Pour la plupart de ces « mots du marxisme », la définition se termine par son actualité non seulement dans la sphère des idées, mais également dans celle du militantisme. La forme choisie est celle d'un abécédaire, et c'est peut-être un défaut du livre. Commencer par des notions comme l'abstraction, l'accumulation et l'aliénation risque de rebuter le lecteur non averti. Par ailleurs, il aurait peut-être été judicieux de regrouper certaines définitions de manière thématique, plutôt que de trouver la bourgeoisie en page 21, les classes sociales en page 30 et le prolétariat en page 99... Il n'en reste pas moins que ce nouveau *Que sais-je ?* constitue un outil intéressant pour remettre en perspective et retrouver les définitions de concepts souvent galvaudés, parfois déformés mais toujours utiles à connaître.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

**SARKOZY EN CAMPAGNE...**

Le 25 janvier, sur TF1, Sarkozy a retrouvé son rôle préféré, celui du bonimenteur, pour tenter de vendre sa politique alors que commence la campagne des élections régionales. Démagogue, paternaliste, revêtant les habits usés du candidat de la « France qui se lève tôt », il a joué d'une fausse compassion, triste masque du cynisme et de l'arrogance d'une politique au service des classes privilégiées.

**M**algré la mise en scène taillée sur mesure pour la com' du président et les banalités distillées par Jean-Pierre Pernaut, animateur du débat, la véritable situation et les difficultés du monde du travail se sont invitées sur TF1. Jean-Georges, retraité de 68 ans, doit vivre avec 410 euros par mois auxquels s'ajoutent 1000 euros par trimestre. Il a dû reprendre un petit boulot, trois jours par semaine, pour s'en sortir. Marguerite Gauthier a 58 ans, son mari est au chômage : « Que faire pour l'emploi des plus de 55 ans ? » « Tous nos efforts sont mobilisés là-dessus. Mais il faut travailler plus, il faut que les magasins soient ouverts le dimanche », répond le bonimenteur ! À Bernadette, employée d'une grande surface, qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, il demande son régime fiscal ! Pierre Le Menahes fustige « les grandes surfaces qui font aussi la misère des producteurs de lait » faisant écho à Sophie Poux, une productrice du Tarn, au salaire réel de « zéro euro », obligée d'emprunter pour « nourrir sa famille cette année ». Pierre Le Menahes est ouvrier dans l'automobile, syndiqué à la CGT. Il dénonce les délocalisations. « Monsieur, on peut avoir des désaccords mais convenez que le plan de soutien à l'automobile a protégé l'emploi », répond Sarkozy. « Non, ça n'a pas servi l'emploi, sinon ça se saurait. Et ça, c'est la France qui se lève tôt, Monsieur Sarkozy » lui répond Pierre pour enchaîner : « À aucun moment vous n'avez évoqué la situation des actionnaires qui, eux, au niveau des profits, c'est extravagant ». « Le problème des salaires, c'est que vous avez de bons patrons. Je préfère un bon patron bien payé, qu'un mauvais patron mal payé » pontifie, creux, Sarkozy pour rajouter, démagogue : « La question des salaires est très importante parce qu'elle choque les gens. Vous savez ce qui me choque comme salaires, c'est les salaires mirobolants de certains footballeurs ou de certains sportifs ! » Ce qui ne l'empêche pas de justifier les 1,6 million d'euros annuels à EDF d'Henri Proglio... Martine Millet, infirmière dans un service d'urgence à Argenteuil depuis 20 ans, qui dénonce la « dégradation des conditions de travail [qui oblige] à soigner des gens dans les couloirs », n'aura d'autre réponse qu'une invitation à partir à la retraite cinq ans plus tard. Face à un enseignant qui évoque le manque de moyens accor-



TF1, le 25 janvier. (JR)

dés à l'école, Sarkozy provoque : « Il faut moins de fonctionnaires, mieux payés, moins précarisés ». En fait, moins de fonctionnaires, moins payés ! Et quand Rex Kazadi, infographiste à Villiers-le-Bel, interroge : « Que devient le plan Marshall des banlieues de Fadela Amara, qui devait tout changer en banlieue ? » Sarkozy tergiverse, noie le poisson, se dérobe pour broder autour de la création d'internats d'excellence... Toutes les ficelles éculées du discours officiel y passent, la « moralisation du capitalisme », les 35 heures qui ont été « catastrophiques », la démagogie anti-immigrés à propos des 123 Kurdes qui « seront accompagnés chez eux » ou le débat sur l'identité nationale. « La France restera en Afghanistan parce que si on s'en va, on va laisser le pays aux talibans » affirme doctement Sarkozy.

**« PERSONNE NE SERA ABANDONNÉ »**

Sur les retraites, prudent, il se veut consensuel. « Avant la fin de l'année, nous aurons pris les décisions qu'il faut. Il faut trouver des solutions (...). J'aimerais le consensus le plus large possible. La perspective d'un allongement des durées de cotisation est une perspective sur laquelle nous travaillons. » En imposant la question des retraites dans la campagne électorale des régionales, Sarkozy cherche à mettre le PS en difficulté pour poser comme défenseur de « l'intérêt » général. Il prend son temps pour mieux

faire tomber son opposition parlementaire dans le piège de ses capitulations et les directions syndicales dans celui des reculs et concessions antérieures. Son objectif ? Les faire plier devant ses propres choix.

Faux fuyants, phrases creuses, cynisme mais aussi mensonges évidents. « Dans les semaines et mois qui viennent, vous verrez reculer le chômage [...] dès cette année » dit-il tout en sachant que toutes les grandes entreprises et les administrations ont planifié licenciements et réductions du personnel. « Personne ne sera abandonné » dit-il à propos du million de chômeurs qui vont arriver en fin de droit en 2010 alors que la majorité d'entre eux n'aura même pas droit au RSA. « La France n'a pas besoin d'assistanat » assène-t-il. Sauf le patronat, aurait-il dû ajouter. « Je ne peux pas dire oui à tout le monde », certes, et tout le monde avait compris que, pour dire oui au patronat et aux banques, Sarkozy disait non aux classes populaires. Nul besoin pour nous en convaincre de deux heures d'auto-satisfaction provocante. L'exaspération qui a réussi à s'exprimer dans le cadre artificiel du plateau de TF1 saura trouver les moyens de s'exprimer dans le vrai monde du travail et des luttes, y compris en utilisant les élections à venir.

Yvan Lemaitre

**boîte à lettres**

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**RÉGIONALES. B.D. (NORD) :** L'enjeu des régionales est simplissime : il s'agit pour la gauche de garder ses élus et pour la droite d'en engranger... la première a beaucoup à perdre, la seconde à gagner ! C'est peut-être la raison pour laquelle, par le jeu des alliances, la gauche s'étire du Modem au PG (en gros de l'aile gauche de l'UMP à l'aide gauche du PC), tandis que la droite, grâce au populisme présidentiel dont l'ouverture n'est pas le moindre gadget, ratisse du FN au PS. Les candidats s'y retrouvent puisqu'ils sont les artisans de ces mariages contre-nature, de ces concubinages à tout prix, de ces Pacs honteusement nécessaires. Mais les électeurs ? En qui (ou en quoi) se reconnaîtront-ils ? Et

qu'en est-il des programmes, sinon quelques ramassis de concessions, de combinaisons hasardeuses, de traîtresses allégeances ! Encore plus qu'auparavant, les élections prochaines ont comme un parfum d'obscurité politique ! Les candidats seraient bien inspirés d'écouter ce que le peuple tente de leur dire plutôt que de prêcher la bonne parole des appareils politiques. C'est la rue qui fait le programme et elle seule. Messieurs les candidats, respectez ses appels ! Et surtout, soyez « droits dans vos bottes » car il me paraît plus honnête de perdre au côté du peuple que de gagner contre lui. C'est peut-être cela la véritable démocratie !



**LE N°6 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.

**VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** un dossier sur la souffrance au travail, une interview de Michel Agier, coordinateur de l'appel des chercheurs pour la fermeture du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, un article sur le fonctionnement des régions, un bilan à chaud du Sommet de Copenhague... et bien d'autres articles encore !



# L'HOMMAGE À DANIEL «DON'T MOURN, ORGANIZE!»\*

**G**'est dimanche dernier, dans la grande salle de la Mutualité où il avait prononcé tant de discours et animé tant de meetings, que s'est tenu, à l'initiative du NPA, l'hommage à Daniel Bensaïd. Un hommage chargé d'émotion avec, parfois, dans l'assistance, des larmes retenues... ou non. Un hommage emprunt de pudeur aussi, tellement nous savions que Daniel avait peu de goût pour le pathos et les cérémonies. Un hommage militant enfin, tellement était forte et partagée la conviction que continuer la lutte était vraiment le meilleur moyen d'honorer la fidélité aux combats révolutionnaires qui fut celle de Daniel...

Fred Borrás et Myriam Martin, dirigeants nationaux du NPA - et Toulousains comme Daniel! - ont présidé quatre heures durant cette succession de moments d'émotion et de mémoire militante. Heureusement, l'après-midi fut ponctuée par la projection des dessins de Charb, permettant ainsi à l'humour de se frayer un étroit chemin en ces moments de tension et de gravité. Merci à lui...

Comme tous les intervenants, Alain Krivine et Jeannette Habel qui, à la fin des années 1960, furent avec Daniel parmi les principaux fondateurs de la Jeunesse communiste révolutionnaire et de la Ligue communiste, ont insisté sur l'exemple donné par Daniel en matière de fidélité à ses convictions et à la lutte pour l'émancipation.

Flavia d'Angeli, porte-parole de Sinistra Critica, a évoqué sa rencontre avec Daniel lors des camps d'été de jeunes organisés par la Quatrième Internationale, son rôle «d'antidote contre l'impressionnisme politique». En hommage à Daniel, un autre Toulousain, Serge Pey, a dit trois de ses poèmes. Comme cela a été souvent souligné, Daniel était un internationaliste... «croyant et pratiquant»! Miguel Romero a dit la contribution de Daniel à la construction de la LCR espagnole, en pleine période franquiste et raconté ces réunions dans des appartements clandestins, à Barcelone, en 1972, avec «Daniel Bensaïd, devenu l'un des nôtres: Bensa, el Bensa».

Carmen Castillo a d'abord rappelé le rôle joué, à partir de l'automne 1973, par la

LCR et par Daniel dans l'accueil et la solidarité avec les militants qui fuyaient le Chili de Pinochet. Déjà très prégnante, l'émotion s'est encore accrue lorsque la réalisatrice de *Calle Santa Fé* a associé dans le même hommage Daniel et Miguel Enriquez, son compagnon assassiné en 1974 par la dictature.

Philippe Pierre-Charles (Groupe révolution socialiste - Martinique) a évoqué l'engagement anticolonialiste de Daniel et sa «relation particulière avec les Antilles».

François Sabado a rappelé le rôle de Daniel à la direction de la Quatrième Internationale et sa contribution aux combats et aux débats de la gauche révolutionnaire dans l'État espagnol comme au Brésil.

Pour la revue *ContreTemps*, Grégoire Chamayou a déroulé avec pédagogie et émotion son apport politique et philosophique à travers quelques citations d'Engels, Marx, Gramsci, Péguy, Benjamin, Lénine et Blanqui que Daniel appréciait particulièrement.

Daniel Mermet, l'animateur de *Là-bas si j'y suis*, a célébré la volonté de Daniel - qu'il avait invité à plusieurs reprises dans son émission - de «résister à l'irrésistible» avant de s'entretenir avec Alain Badiou qui a évoqué ses débats et polémiques avec Daniel, son «compagnon lointain».

Edwy Plenel est revenu sur l'aversion de Daniel pour la «bouillie générationnelle» et le caractère essentiel pour lui de la filiation avec l'histoire du mouvement ouvrier, depuis la Commune de Paris.

Elias Sembar, représentant de la Palestine à l'Unesco, a rendu hommage à l'engagement sans faille de Daniel pour les droits du peuple palestinien à travers la lecture d'un poème de Mahmoud Darwish. Samy Johsua (pour la Société Louise Michel) et Michael Löwy sont revenus sur l'importance qu'accordait Daniel au débat intellectuel, au refus du dogmatisme et à l'écriture.

Autre grand moment d'émotion: le chant d'hommage et d'adieu à Daniel, entonné à capella par la chanteuse Emily Loizeau, une ancienne élève de Daniel et, comme lui, une habituée du Charbon, un bar du onzième arrondissement de Paris.



Paris, le 24 janvier. (DA)

Annick Coupé a rappelé la participation de Daniel au débat sur la place des mouvements sociaux et sa contribution à la mobilisation des intellectuels en soutien aux grèves et manifestations de novembre et décembre 1995. Enfin, Olivier Besancenot a insisté sur l'importance de la transmission et le rôle de passeur qu'avait joué Daniel pour beaucoup de jeunes militants, dont lui-même...

Mais plus qu'au nombre et à la qualité de ceux et de celles qui, dimanche, sont montés à la tribune, l'essentiel était la présence dans la salle de près de deux mille personnes: jeunes et «vétérans», amis et camarades de Daniel, militants actuels et «anciens» des premières années de la Ligue qui ne s'étaient pas rencontrés depuis longtemps. Et puis, aussi, de nombreux camarades, ayant côtoyé Daniel - récemment ou... il y a trente ans - venus de Grèce, d'Espagne, du Portugal, d'Angleterre, des États-Unis, d'Israël ou de Palestine. Toutes et tous étaient venus saluer Daniel une dernière fois et se retrouver ensemble et partager la tristesse pouvait, peut-être, rendre plus facile à accepter que, plus jamais, Daniel ne serait parmi nous. Alors, nous nous sommes levés pour applaudir Daniel, longuement. Et puis, nous avons entonné *l'Internationale*...

**François Coustal**

\*«Ne vous lamentez pas, organisez la lutte»: cités par Michael Löwy, ces mots sont les derniers prononcés

## RÉGIONALES LE NPA EN RHÔNE-ALPES

**L**n Rhône-Alpes, bien que nous ayons très tôt initié des rencontres avec le PG, les Alternatifs ou la Fase, nous ne sommes pas parvenus à convaincre nos éventuels partenaires de refuser de gérer la région avec le PS et de se positionner clairement en cas de victoire de la «gauche» au conseil régional.

Nous avons cependant eu des échanges très positifs avec les Objecteurs de croissance Rhône-Alpes (Ocro) et le Mouvement des Objecteurs de croissance (MOC) plus implanté en Drôme et Ardèche. Échanges qui n'ont pas abouti à la présentation d'une liste commune mais à l'envie de poursuivre un débat politique hors contexte électoral.

Une conférence de presse de lancement a eu lieu le 21 janvier dernier à Lyon pour pré-

senter nos axes de campagne et notre liste conduite par Myriam Combet, conseillère régionale. Myriam est secrétaire à la mairie de Chambéry. Son expérience est évidemment un atout précieux pour dénoncer les égarements du conseil régional sortant: précarisation des personnels des régions, distribution de 15 millions de crédit d'investissements pour les lycées privés dans le budget 2010, mise en concurrence et logique du marché pour les organismes de formation...

Cette région industrielle n'est pas épargnée par la crise, les licenciements ou le chômage partiel, c'est pourquoi nous réclamons le remboursement des subventions accordées aux entreprises qui licencient. Nous voulons l'arrêt des subventions aux entreprises privées notamment par le biais des pôles de compétitivité qui se

développent sur notre territoire: l'argent public pour les services publics!

Un autre axe de campagne sera la gratuité des transports de proximité dans un contexte régional de vétusté et d'insuffisance du réseau: des investissements lourds sont en effet indispensables pour désengorger plusieurs goulets d'étranglement et répondre aux besoins, tant en matière de fret que de transport de voyageurs.

La région Rhône-Alpes est au cœur des problématiques écologiques car, outre sa position stratégique en matière de transport routiers, elle souffre de l'omniprésence d'industries chimiques, pétrolières mais aussi nucléaires qui ont des répercussions sur l'ensemble du territoire, même les secteurs les plus ruraux comme la Drôme et l'Ardèche. La plaine de l'Ain voit, quant à elle, son

capital en eau se dégrader et se réduire de plus en plus à cause de monocultures intensives menées depuis des années. Nous réclamons des débats publics contradictoires et des référendums pour que la population puisse décider des grands investissements, faire des choix de production et contrôler la sécurité des sites industriels et nucléaires. Nous avons besoin d'un retour à une agriculture paysanne, nourricière et de proximité, et de la création de débouchés locaux comme par exemple les cantines des établissements scolaires aujourd'hui gérées par des entreprises privées.

Cette campagne présente donc de nombreux enjeux écologiques et sociaux pour notre région, il faut tout changer et ne rien lâcher!

**Catherine Faivre d'Arcier**

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

**554755**

### Titulaire du compte

**NOM:** .....

**PRENOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**MAIL:** .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE:** .....

**SIGNATURE:** .....

### Etablissement teneur du compte

**BANQUE:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

### Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**



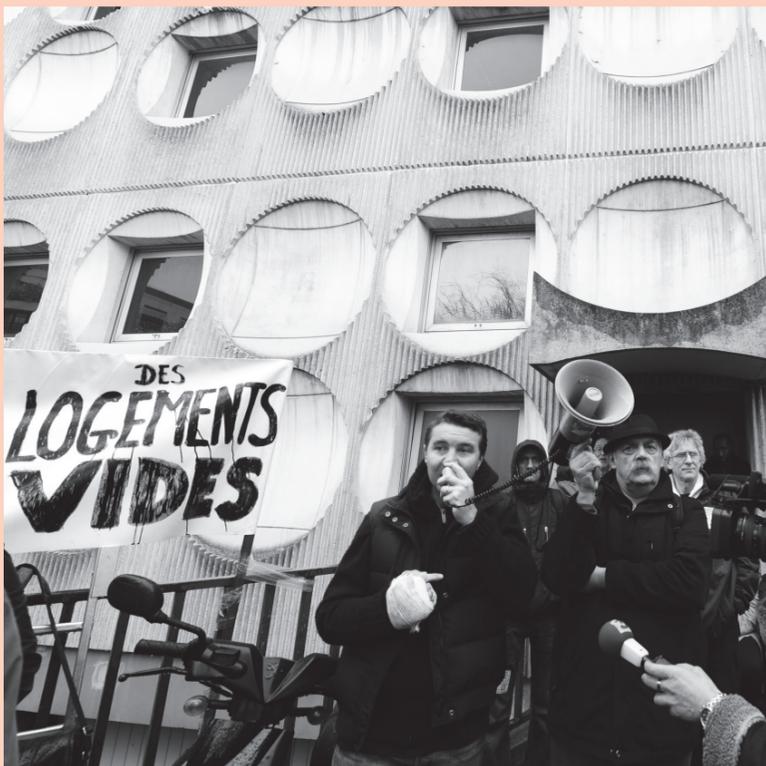
## Saint-Denis **RÉQUISITION** **DES LOGEMENTS VIDES**

Samedi 23 janvier, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées pour défendre les familles qui occupent, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), des logements de La Poste, inoccupés depuis 2002. Étaient présents aussi le maire de Saint-Denis, Didier Paillard, Jean-Baptiste Eyraud (DAL) et Olivier Besancenot (NPA).

En février 2009, des associations de Saint-Denis ont occupé ces logements de fonction et y ont installé six familles expulsées et laissées sans solution. Dans la foulée, le maire de Saint-Denis a pris un arrêté de réquisition. La Poste prétend avoir sur les lieux un projet de construction de plus de 300 logements sociaux mais elle n'a jamais déposé le moindre projet en mairie. Elle a obtenu en justice l'annulation de l'arrêté de

réquisition et cherche à obtenir, avec le soutien de la préfecture, l'expulsion des familles.

La préfecture est incapable de faire face à la demande urgente de logements sur le département et, plutôt que réquisitionner des logements vides, préfère laisser les mal-logés squatter des logements insalubres pour les expulser ensuite. Le DAL et les familles ont comparu devant le tribunal d'instance le 25 janvier et auront une réponse le 8 mars. La mobilisation unitaire a permis d'entrer dans les lieux. Elle doit permettre de résister aux attaques. Le principe de la réquisition, comme le droit des familles à un logement décent, menacés aujourd'hui, doivent être défendus.



Olivier Besancenot intervenant en soutien à la réquisition de logements vides à Saint-Denis. (YANN MAMBERT)

### LE CHIFFRE

# 240 000 euros

La première souscription du NPA a été un grand succès, 240 000 euros en neuf semaines!

Cette réussite prouve l'ancrage du NPA, la sympathie et la volonté de nous voir porter encore plus haut la contestation et un projet anticapitaliste en cette année 2010. Il s'agissait par cette souscription de mettre des piles dans le porte-voix du NPA. C'est promis, vous nous entendrez tout au long de l'année, lors de ces régionales et contre les attaques du gouvernement sur la santé, les lycées, les retraites... Alors merci encore à toutes et tous pour votre solidarité et Hasta la victoria siempre!

### FASCISTES EN LIBERTÉ.

Vendredi 22 janvier, à Lyon, le ministre Éric Besson, entouré d'un dispositif policier impressionnant, animait son « débat » sur l'identité nationale pour légitimer sa politique raciste de chasse aux sans-papiers. Au même moment, environ 500 personnes se rassemblaient devant la Préfecture du Rhône pour protester contre l'hypocrisie de ce pseudo-débat. Elles ont alors été victimes d'une agression physique de la part d'un groupe fasciste. Des blessés sont à déplorer, mais le plus révoltant, c'est que tout ceci s'est déroulé sous le regard impassible, voire complice, des « forces de l'ordre », pourtant un nombre conséquent sur les lieux. Si les antifascistes ont réussi à mettre en déroute les fachos, la connivence entre le gouvernement et les militants d'extrême droite semble évidente.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### SANS-PAPIERS EN ACTION.

Le 22 janvier, les sans-papiers grévistes de Multipro (Paris 20<sup>e</sup>) ont organisé un rassemblement pour « inaugurer » les nouveaux locaux de l'entreprise à Nation (Paris 12<sup>e</sup>) accompagnés de nombreux soutiens. En effet, le patron-voyou de Multipro, refusant de remplir les attestations de travail (Cerfa) qui facilitent la régularisation, a préféré vider et déserté les locaux de Ménilmontant, occupés depuis trois mois par les grévistes, et ouvrir une nouvelle boutique plus loin. Les grévistes ont fait la « publicité » de ce patron aux passants et voisins pendant plus d'une heure. Le matin même, l'inspection du travail était passée sur le site de Ménilmontant pour contrôler le patron et constater la désertion du responsable et l'absence d'activité. À suivre...

### LESBOPHOBIE, VICTOIRE EN DEMI-TEINTE.

Le tribunal correctionnel d'Évry a rendu le 19 janvier dernier un jugement reconnaissant la culpabilité de trois mineurs pour injures et agression physique « en raison de l'orientation sexuelle ». Cette décision est une victoire pour Priscilla et Cynthia qui ont subi la lesbophobie dans leur quartier pendant des mois, jusqu'en juillet 2009, où elles ont été l'objet d'une agression. Mais cette victoire est en demi-teinte, car la répression ne peut être la solution. Au même moment, le ministère de l'Éducation nationale, sous la pression d'associations homophobes, retirait son logo – et donc son soutien – d'un film d'animation qui doit être projeté aux élèves de CM1 et CM2 et dont l'objectif est d'aborder les relations amoureuses entre personnes du même sexe. Tant que l'école ne présentera les relations amoureuses qu'hétérosexuelles, l'homophobie continuera de sévir.

### UN BON MÉDECIN.

Près d'une centaine de personnes se sont à nouveau retrouvées devant la Caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne (sans-papiers, élus du Conseil général et de Vitry, syndicalistes, militants associatifs et patients). Le comité de soutien au docteur Poupardin a de nouveau protesté contre la sanction financière que la CPAM 94 vient de prononcer contre lui. Elle lui reproche d'inscrire tous les traitements nécessaires, pour ses patients en Affection longue durée, dans la partie de l'ordonnance ouvrant droit au remboursement à 100%! Depuis trois mois, le comité de soutien n'a jamais été reçu ni par la direction ni par les administrateurs de la CPAM. Plus de 2500 signatures de la pétition n'ont toujours pu être remises; le comité de soutien entend bien continuer la mobilisation pour l'accès aux soins pour tous et pour soutenir le docteur Poupardin. Pour y participer: didierpoupardin.wordpress.com

### J-TEKT EN GRÈVE.

L'usine J-Tekt, qui emploie 360 salariés à Dijon, est en grève depuis le 18 janvier. En jeu, la négociation salariale et un plan de licenciements. Après un PSE en novembre 2008 qui a fait partir 110 salariés « volontaires » proches de la retraite, la direction programme maintenant 86 suppressions de postes, mais envisage déjà 144 départs toujours « volontaires ». Les ouvriers restants seraient « déplacés » sur le site de Chevigny, près de Dijon. Les machines et une partie de la production seraient transférées à Lyon, sur un site qui subit déjà des cadences en hausse. Hausse ridicule des salaires, licenciements, prime de départ dérisoire, c'en est trop pour les salariés, qui se mettent en grève à Dijon, et déclenchent un mouvement de débrayage massif sur le site de Chevigny. J-Tekt se porte bien, que cache donc ce PSE? Ce site, au centre-ville, attise-t-il la spéculation immobilière?

## “ NO COMMENT

Je considère notamment qu'on a caricaturé les électeurs du FN, et qu'ils se sont sentis abandonnés!

RACHIDA DATI, LE PARISIEN, 24 JANVIER ”

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction:** 01 48 70 42 27  
**Diffusion:** 01 48 70 42 31  
**Administration:** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail:** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN:** 1969-8178  
**Commission paritaire:** 0414 P 11508  
**Tirage:** 8 000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr